

LA CHRONIQUE DE L'IFRI

La géopolitique à l'ère de la globalisation

JACQUES MISTRAL (*)

Qu'est-ce que la globalisation ? C'est fondamentalement une économie où les pays émergents sont capables de combiner leur avantage le plus traditionnel (de bas coûts de main-d'œuvre) avec l'acquisition rapide de compétences techniques avancées (les Chinois ont envoyé un homme dans l'espace), avec une énergie entrepreneuriale sans limites (voyez MM. Mittal père et fils) et finalement avec un accès aisé à une ressource financière abondante (au-delà des quelques dizaines de milliards de dollars investis dans les banques américaines en déconfiture, pensez aux centaines de milliards dont l'utilisation reste en suspens). Les barrières au commerce et à l'innovation semblent s'effondrer les unes après les autres. Suivant la formule à succès d'un chroniqueur du *New York Times*, Tom Friedmann, le monde serait devenu « plat ».

Plus riche et plus inégalitaire. La globalisation est un fait, être pour ou contre est un débat sans véritable objet, la vraie question, celle à laquelle répondra le XXI^e siècle, c'est de savoir si ce processus dans lequel nous sommes entrés depuis une quinzaine d'années constitue une forme de développement durable. Il est en effet frappant de constater que les succès et les défis progressent parallèlement : le monde est devenu plus riche, c'est évident, mais c'est aussi un monde plus inégalitaire, confronté à la rareté des ressources et finalement plus instable. La globalisation suscite partout de vives réactions sociales et politiques, elle donne naissance à une rhétorique populiste formulée en termes de « sécurité nationale », de « patriotisme économique » ou d'« altermondialisme ».

L'ordre libéral et occidental inter-

national qui a encadré la globalisation, celui qui a fixé les règles du jeu et leur mode opératoire depuis un demi-siècle, est-il adapté à ce nouvel état du monde, va-t-il survivre ? L'ère de la globalisation triomphante, celle qui a submergé les années 1990 avec le succès que l'on sait, celle dont Davos a été le symbole et le temple, cette étape-là pourrait fort bien être derrière nous. Davos a été le lieu de rendez-vous privilégié du « made in monde », carrefour du business, de la finance et de l'innovation où les politiques jouaient un peu le rôle de faire-valoir. Mais quelle peut être aujourd'hui la mission d'un tel forum ? Est-il suffisant, comme le détaille son fondateur Klaus Schwab dans la dernière livraison de *Foreign Affairs*, de faire appel à « une citoyenneté globale des entreprises » pour régler les affaires du monde ? La réponse courte est clairement négative, nous avons besoin d'une nouvelle approche, de nouveaux concepts.

Force est en effet de constater que les transformations politiques ne se sont produites qu'à un rythme modeste par rapport à celles de la sphère marchande — sans compter qu'elles ne se produisent pas toujours, comme les États-Unis en ont fait la douloureuse expérience, dans la direction escomptée. On croyait que l'économie allait entraîner l'homogénéisation du monde, on constate que le capitalisme peut prendre des formes extrêmement diverses, et l'on retrouve un monde dont l'hétérogénéité est paradoxalement renforcée.

Retour des États. Cet univers hétérogène n'est pas un univers rassurant comme le montre la multiplication de conflits face auxquels les solutions éprouvées dans les conflits interétatiques traditionnels apparaissent inadéquates. Les instruments de la sécurité collective sont affaiblis, la gestion

des crises s'installe dans la durée sans que l'on voie leur issue. Quant aux technologies, dont on attendait une contribution éclatante à cette entreprise d'homogénéisation de la planète, on vérifie qu'elles ont un usage dual et peuvent fort bien servir les mains et les buts les plus pervers.

Faut-il en conclure que la politique prime à nouveau sur l'économie ? Bien sûr ! C'est à tort que l'on a cru pouvoir mettre les États en congé, cette sorte d'idéalisme marchand qui a suivi la chute du mur de Berlin a fait long feu ; le doux commerce ne suffit pas à pacifier la planète et la démocratie ne s'exporte pas sur devis. Qu'on s'en félicite ou non, chacun à leur manière, les États sont de retour aux quatre coins du monde et se ressaisissent des leviers. Et le fait nouveau, c'est que la position prééminente de l'Occident, même appuyée sur l'hyperpuissance militaire américaine, ne suffit plus à résumer la gouvernance du monde.

Besoin de régulation. On voit ainsi mieux pourquoi la géopolitique à l'ère de la globalisation est une question neuve. La planète est hétérogène, elle n'est pas encore multipolaire, elle a besoin d'une régulation d'ensemble. L'avenir du système international n'est écrit nulle part. Une dynamique nouvelle est à l'œuvre, complexe, lourde d'évolutions déstabilisantes. Ce que l'on sait, c'est que les visions, les valeurs, les intérêts occidentaux sont remis en jeu : il ne suffit pas de sautiller en clamant « plus de marché - plus de business - plus de démocratie » pour remettre la fin de l'histoire sur les rails. Il faut nous donner les moyens de penser et d'agir en termes géopolitiques à l'ère de la globalisation. ■

(*) Jacques Mistral est directeur des études économiques à l'Institut français des relations internationales (Ifri).

**L'ORDRE LIBÉRAL ET OCCIDENTAL,
QUI A FIXÉ LES RÈGLES DU JEU
DEPUIS UN DEMI-SIÈCLE,
EST-IL ADAPTÉ À CE NOUVEL ÉTAT
DU MONDE, VA-T-IL SURVIVRE ?**



CORBIS